

Immigration

Angers débordé par un afflux de réfugiés



ANGERS (MAINE-ET-LOIRE)
DE NOTRE CORRESPONDANT

ILS S'APPELLENT Ahmed, Ali, Abdullah ou Mustapha. La plupart ont fui la région du Darfour, au Soudan, l'Erythrée ou la Somalie il y a quelques semaines, parfois des mois, et atterri ici. A Paris, reconnaissent-ils, on les a aiguillés vers Angers quand on ne leur a pas donné en main propre un plan de la ville et les numéros de téléphone nécessaires pour leur accueil. Depuis plus d'une semaine, ils sont entre une vingtaine et une trentaine à dormir chaque soir sur des matelas posés à même le sol, devant la mairie. Une place rebapti-

sée pour la circonstance « hôtel des demandeurs d'asile » par le collectif qui les soutient.

C'est un véritable afflux. Depuis un an, la préfecture du Maine-et-Loire fait face à une arrivée massive de réfugiés. Plus de 250, rien qu'en septembre et octobre, si l'on en croit Jean-François Fribault, le directeur de l'Abri de la providence, principal lieu d'accueil de sans-abri et plateforme unique d'accueil des réfugiés en Anjou. Unique, le mot ne convient plus. Face à la saturation du dispositif d'accueil départemental — 275 places d'urgence et 260 en Cada* —, les demandeurs d'asile ont trouvé refuge dans des squats, ouverts au fur et à mesure dans des bâtiments inoccupés de la ville. Six depuis un an.

« C'est vrai qu'on a créé un appel d'air »

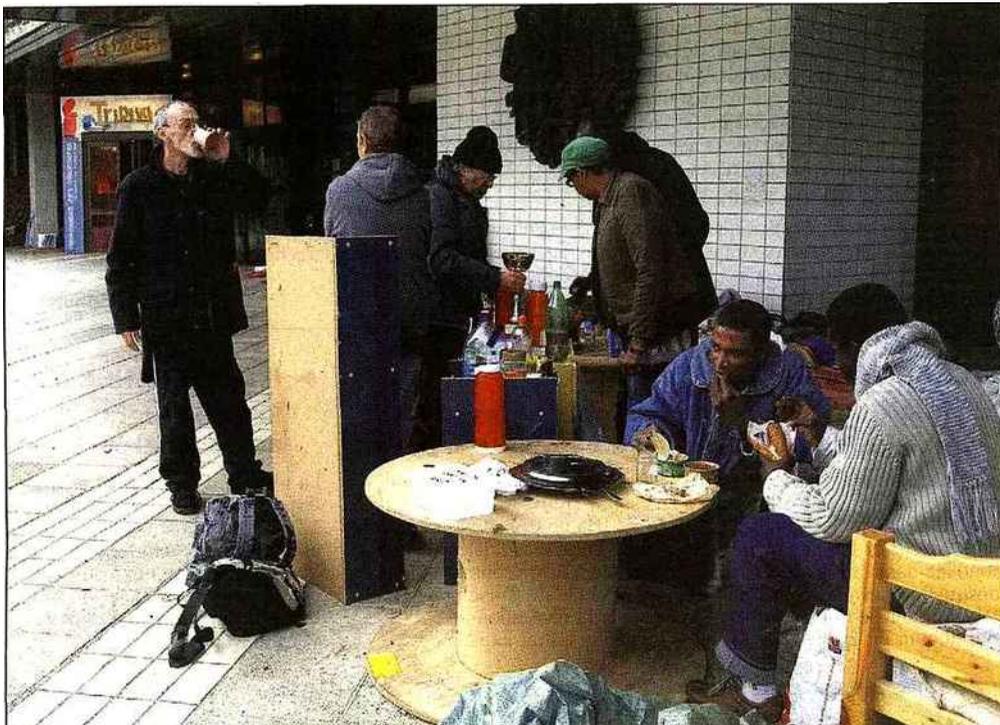
Après plusieurs bras de fer judiciaires, deux sont encore ouverts aujourd'hui dans le quartier de la Rose-raie et sur le plateau des Capucins

au nord de la ville. « C'est vrai qu'on a créé un appel d'air, assume Pierre-Jean Bourdon, l'un des porte-parole du collectif de soutien aux demandeurs d'asile. Mais c'est aussi parce que personne ne veut accueillir ces gens-là ailleurs. Ici, ils savent qu'ils auront une attention. »

Jusqu'où cultiver la compassion ? A Angers, le débat divise les militants hyper actifs de ce collectif, les associations et les responsables politiques. Préfet, maire d'Angers et président du conseil général ont tour à tour tiré la sonnette d'alarme, réclamant ici des moyens supplémentaires, là une plus grande solidarité régionale dans l'accueil. L'Etat vient de débloquer exceptionnellement 380 000 € pour soutenir les dispositifs d'accueil. « Un pansement », pensent certains. En un an, le budget dédié aux réfugiés a augmenté de 61 %. Mais de nouveaux demandeurs d'asile sont arrivés encore en fin de semaine dernière

YVES BOITEAU

** Centres d'accueil des demandeurs d'asile.*



HOTEL DE VILLE D'ANGERS (MAINE-ET-LOIRE), VENDREDI. Faute de place dans les centres d'accueil, plus d'une vingtaine de demandeurs d'asile se sont installés devant la mairie. (LP/YVES BOITEAU)

« On ne peut plus offrir d'accueil décent »

JEAN-CLAUDE ANTONINI, maire PS d'Angers

JEAN-CLAUDE Antonini maire d'Angers, estime que la ville est victime de sa bonne volonté.

Comment analysez-vous la situation ?

■ **Jean-Claude Antonini.** Je suis un peu désespéré. L'hiver est à la porte et on ne peut plus offrir d'accueil décent à tous ceux qui arrivent. Les associations sont débordées, le centre communal d'action sociale aussi. Depuis plusieurs mois, un appel d'air a été créé par certains collectifs qui portent une lourde responsabilité dans la situation. J'ai lu sur un blog que certains voulaient faire péter une bombe atomique sociale à Angers. Pour certains, les demandeurs d'asile sont devenus un instrument politique.

Vous n'avez pas de logement disponible ?

On ne peut pas continuer à recevoir la moitié des réfugiés de la région. La semaine passée, un squat a été libéré en échange de l'attribution d'une vingtaine de

places. Le lendemain, il arrivait quinze nouvelles personnes. Trouver un logement est une chose, mais il faut aussi pouvoir accompagner, et nous n'en avons plus les moyens. Il faut que l'effort d'accueil soit mieux réparti au niveau régional et national, nous sommes aujourd'hui victimes de notre bonne volonté.

Vous parlez d'un risque de nouveau Sangatte. C'est un peu exagéré, non ?

Quand vous avez 30 personnes en permanence devant l'hôtel de ville et que vous apprenez qu'une dizaine supplémentaire arrive, non ! Une femme a accouché récemment dans un squat dans des conditions difficiles, j'ai peur de l'incident. Si quelqu'un décède, qui devra rendre des comptes ? Et ce n'est pas en redonnant de l'argent, comme vient de le faire l'Etat, qu'on résoudra le problème sur le fond.

PROPOS RECUEILLIS PAR Y.B.